



axiome



**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

F.R.G.D.S
Fédération Régionale des Groupements de Défense Sanitaire

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Maison Régionale de l'Elevage
Route de la Durance
04 100 MANOSQUE

SIRET 380 098 582 00014

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2025

F.R.G.D.S
Fédération Régionale des Groupements de Défense Sanitaire

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Maison Régionale de l'Elevage
Route de la Durance
04 100 MANOSQUE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

BILAN
COMPTE DE RÉSULTAT
ANNEXES

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Association F.R.G.D.S

Exercice clos le 31/12/2025

À l'assemblée générale de l'association F.R.G.D.S,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association F.R.G.D.S relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe relative aux « Changements de méthode comptable » concernant la mise en application à compter du 1^{er} janvier 2025

du règlement comptable N°2022-06 du 04 novembre 2022 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but lucratif ou non.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos appréciations ont notamment porté sur :

- Les principes comptables suivis : rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application.
- Les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes : l'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.
- La présentation d'ensemble des comptes : les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2025.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R. 232-1 du Code de Commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

En conséquence, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes

annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Avignon, le 06 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
AXIOME PROVENCE AUDIT
Olivier ROGER



**ÉTATS FINANCIERS DE
L'EXERCICE CLOS AU
31/12/2025**

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles :				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles :				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	10 563,40	10 563,40		
	Autres immobilisations corporelles	28 787,03	7 889,08	20 897,95	409,58
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	290,00		290,00	290,00
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
Total de l'actif immobilisé (II)		39 640,43	18 452,48	21 187,95	699,58
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :				
	Stocks et en-cours				
	Créances :				
	Créances adhérents, usagers et cpt. rattachés	250 816,34	2 323,00	248 493,34	274 885,12
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	236 251,82		236 251,82	164 582,86
	Charges constatées d'avance	595,00		595,00	
	Valeurs mobilières de placement				200 000,00
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	579 977,26		579 977,26	283 314,16
Total de l'actif circulant (III)		1 067 640,42	2 323,00	1 065 317,42	922 782,14
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 107 280,85	20 775,48	1 086 505,37	923 481,72

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres :		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	16 408,43	39 727,58
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité	169 104,93	166 200,61
	Autres	39 715,22	39 715,22
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 474,32	2 904,32
	Situation nette (sous total)	228 702,90	248 547,73
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres (I)	228 702,90	248 547,73
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
PROVISIONS	Fonds dédiés	24 252,87	10 000,00
	Total des fonds reportés et dédiés (II)	24 252,87	10 000,00
PROVISIONS	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
DETTES	Total des provisions (III)		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses	22 867,38	22 867,38
	Instruments financiers à termes		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	480 441,33	447 810,71
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	49 287,85	51 637,99
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	44 843,51	44 681,91
DETTES	Produits constatés d'avance	236 109,53	97 936,00
	Total des dettes (IV)	833 549,60	664 933,99
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		1 086 505,37	923 481,72

État préparatoire au Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Produits d'exploitation	Cotisations	248 530,02	264 796,23
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	19 744,41	21 085,00
	dont parrainages		1 600,00
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	507 675,43	445 349,81
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	13 497,56	17 891,63
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	4 484,00	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	105,88	0,32
Total des produits d'exploitation (I)		794 037,30	749 122,99
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	6 840,52	7 131,11
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (II)		6 840,52	7 131,11
Produits exceptionnels (III)		0,00	0,00
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		800 877,82	756 254,10
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	0,00
TOTAL GENERAL		800 877,82	756 254,10

État préparatoire au Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	599 122,27	564 666,64
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 506,62	839,18
	Salaires	117 407,15	119 490,97
	Cotisations sociales	54 410,51	53 186,32
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 532,63	682,03
	Dotations aux provisions	2 323,00	4 484,00
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Report en fonds dédiés	14 252,87	10 000,00
	Autres charges	4 848,45	0,64
Total des charges d'exploitation (I)		797 403,50	753 349,78
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (II)		0,00	0,00
Charges exceptionnelles (III)		0,00	0,00
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)			
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)		797 403,50	753 349,78
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		3 474,32	2 904,32
TOTAL GENERAL		800 877,82	756 254,10